

Publié le 3 février 2008

This Bulletin is also available in English  
Contact us at [cippic@uottawa.ca](mailto:cippic@uottawa.ca)

## À l'intérieur ...

Publications.....	1
Récents Plaidoyers .....	2
Projets et dossiers en cours .....	3
Événements et Présentations ....	4

## Annonces



La CIPPIC offrira encore cette année un **programme de stages d'été** du 12 mai au 1er août 2008. Le programme de stages est offert à tous les étudiants et les étudiantes des facultés de droit canadiennes. La **date limite d'inscription** est le **14 février 2008**. Pour de plus amples informations, consultez le [www.cippic.ca](http://www.cippic.ca)

Il est prévu que le gouvernement canadien introduira une nouvelle **législation sur le droit d'auteur** inspiré du controversé *DMCA* Américain (Loi du millénaire numérique sur le droit d'auteur). Comment cette nouvelle législation affectera la vie quotidienne des canadiens ? Afin d'expliquer cette question, la CIPPIC a produit un **court vidéo** bientôt disponible en ligne sur [le site de la CIPPIC](#).



## Publications



### **Digital Rights Management and Consumer Privacy: An Assessment of DRM Applications under Canadian Privacy Law** (Septembre 2007)

Cette [étude](#), financée par le programme des contributions du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada, étudie la gestion des droits numériques (GDN) employée dans 16 différents produits et services numériques. Cette étude conclut que beaucoup de technologies GDN menacent la vie privée et que bien souvent les organismes utilisant ces technologies ne respectent pas les exigences de base des lois canadiennes relatives au respect de la vie privée. Le résumé de cette étude est aussi [disponible en français](#).

## Récents plaidoyers



### **La CIPPIC demande au Commissaire à la vie privée d'enquêter sur Google et DoubleClick**



En septembre 2007, la CIPPIC a déposé une [requête formelle](#) auprès du Commissaire à la vie privée pour qu'elle enquête sur Google et Doubleclick en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques*. Dans sa lettre, la CIPPIC expose plusieurs pratiques de Google et Doubleclick susceptibles de déjà enfreindre la loi et exprime certaines craintes d'empiètement sur la vie privée encore plus sérieuses et généralisées si on permet au géant qu'est Google d'acquérir Doubleclick, leader de la régie publicitaire en ligne.

### **Les organisations de la société civile réclament une meilleure protection de la vie privée à l'échelle mondiale**

En septembre 2007, la CIPPIC s'est jointe à une douzaine d'autres organisations de la société civile à travers le monde dans une [déclaration](#) réclamant aux commissaires à la vie privée d'adopter une approche plus vigoureuse dans la protection de la vie privée des individus face à l'État et aux sociétés commerciales compte tenu de la « création d'une infrastructure sans précédent pour la surveillance globale des individus et des groupes » et de l'échec des systèmes juridiques à régir les développements technologiques. Les commissaires à la vie privée étaient réunis pour leur [conférence annuelle](#) à Montréal, Québec.

### **La CIPPIC critique la proposition d'accès aux données d'utilisateurs d'internet par la police**

En octobre 2007, la CIPPIC a soumis ses [commentaires](#) concernant la consultation publique de Sécurité Publique Canada sur la possibilité d'étendre les pouvoirs de la police lorsqu'il est question d'obtenir les noms et adresses de clients (NAC) auprès des fournisseurs de services internet. La CIPPIC a maintenu la [position qu'elle avait exprimée précédemment](#) à ce sujet et a fait valoir qu'étant donné la nature sensible des informations NAC à l'ère numérique, la proposition était trop large et susceptible d'être infirmée si un contrôle sous la Charte était exercé.

### **La CIPPIC revendique un organisme indépendant et efficace pour le traitement des plaintes en télécommunication**

Lors d'une audience devant le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) en novembre dernier, la CIPPIC a [affirmé](#) que le [Commissaire aux plaintes relatives aux services de télécommunications \(CPRST\)](#), organisme créé par l'industrie, est gravement déficient et ne correspond pas aux exigences du gouvernement d'un organisme indépendant et efficace avec le mandat d'enquêter et de présenter ses conclusions sur les plaintes individuelles et les enjeux touchant au système. La CIPPIC se réjouit de la [décision](#) du CRTC rendue en décembre 2007 qui ordonne un certain nombre de changements au modèle de l'industrie et qui rejoint les suggestions de la CIPPIC.

### **Les nouvelles infractions sur le vol d'identité constituent un pas dans la bonne direction, mais sont insuffisantes selon la CIPPIC**

En novembre 2007, le gouvernement fédéral a déposé le projet de loi C-27 ayant pour objet de criminaliser certaines activités associées au vol d'identité. La CIPPIC s'est réjoui de cette nouvelle détermination à sévir contre le vol d'identité, mais a toutefois [prévenu](#) que le projet de loi ne réglait qu'une seule partie d'un casse-tête de facteurs contribuant au problème. La CIPPIC voudrait que le gouvernement aborde les enjeux de la législation sur la protection des données ainsi que la protection des consommateurs, l'aide aux victimes et les pratiques commerciales facilitant la fraude d'identité.

### **Une consultation sur le droit d'auteur s'impose selon la CIPPIC**

Après le soulèvement public de décembre 2007 à l'égard des amendements prévus au régime du droit d'auteur, la CIPPIC a fait parvenir une [lettre](#) au ministre de l'Industrie, Jim Prentice et à la ministre du Patrimoine canadien, Josée Verner, demandant une consultation générale sur la législation régissant le droit d'auteur. Le droit d'auteur constitue une réglementation qui affecte les orientations en matière d'innovation, de vie privée, de sécurité, d'éducation, de commerce, de culture et de droit des consommateurs et la CIPPIC constate que « les événements de décembre 2007 démontrent que les Canadiens sont au fait de ces enjeux et revendiquent des pratiques sur le droit d'auteur qui sont justes et respectent leurs intérêts. »

## **La CIPPIC demande qu'un registre des violations soit établi et que des limites sur l'exploration de données chez les enfants soient instaurées**

Suite à la [consultation](#) du gouvernement fédéral sur les réformes à la Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques, CIPPIC demande la création d'un registre électronique, centralisé et public des violations, en plus d'un avis obligatoire aux individus touchés par ces violations. La [proposition](#) de la CIPPIC, déposée le 15 janvier 2008, demande aussi l'implantation de limites sur la collecte et l'utilisation de données chez les enfants à des fins publicitaires ainsi que des mécanismes de mise en œuvre plus efficaces, tels les recours collectifs, pour les violations de la loi.

## **Projets et dossiers en cours**



### **La Communauté canadienne sur la vie privée présente une lettre ouverte sur le droit d'auteur**

En janvier dernier, la [Communauté canadienne sur la vie privée](#) a publié une lettre ouverte demandant au Ministre canadien responsable de la législation sur le droit d'auteur de consulter des experts de la vie privée avant d'introduire de nouvelles lois. Cette lettre suit la [correspondance provenant du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada](#), relevant les implications des modifications possibles à la loi sur le droit d'auteur.

### **Réforme de la Loi sur le droit d'auteur**

La CIPPIC vient en aide à plusieurs intervenants en ce qui concerne les discussions sur les politiques de droit d'auteur avec comme objectif d'assurer la représentation des principaux intérêts publics et d'être entendus par le législateur dans ce domaine.

### **Menaces à la vie privée en ligne**

Grâce à des fonds du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada, la CIPPIC étudie les menaces à la vie privée persistantes et émergentes en ligne. La CIPPIC espère pouvoir déposer un rapport sur le sujet au printemps 2008.

### **Politique publique et droit en matière de vol d'identité**

Avec le financement de l'*Ontario Research Network for Electronic Commerce* (ORNEC) la CIPPIC poursuit ses recherches sur le vol d'identité dans une optique juridique et de politique publique. La CIPPIC en est à réviser et analyser les diverses propositions de réforme du droit ainsi que les

pratiques commerciales et entend publier un document à ce sujet en juin 2008.

### **Pratiques déloyales dans les contrats électroniques**

Toujours avec le financement de l'ORNEC, la CIPPIC étudie et analyse les outils législatifs afin d'encadrer une multitude de pratiques contractuelles électroniques touchant les consommateurs. Un rapport devrait être publié au printemps 2008.

### **Protection de la vie privée en action**

La CIPPIC poursuit son examen des pratiques commerciales de gestion des données afin d'assurer leur conformité avec la législation en matière de protection à la vie privée. L'emphase est mise sur les grandes compagnies avec une présence en ligne et dont les pratiques suscitent des craintes de la part des utilisateurs et qui risquent de créer un précédent sur le marché.

### **Coalition Anti-Espioniciel (spyware)**

La CIPPIC maintient son appui à la Coalition Anti-Espioniciels (ASC) en aidant à la planification du troisième atelier public de l'ASC ainsi qu'en participant à la révision de ses documents tels le modèle de risques, le glossaire et les définitions. Les efforts actuels et futurs de la Coalition se concentrent sur l'état et la légitimité des lois américaines portant sur le refuge et la protection des chercheurs qui oeuvrent dans le domaine des espioniciels. Le Canada ne dispose pas de protections similaires et la CIPPIC considère qu'il serait important de pallier à cette lacune.

### **Sécurité nationale et droit d'accès à l'information**

De concert avec d'autres organisations de la société civile, la CIPPIC continue sa surveillance et son travail par rapport aux propositions législatives et aux politiques de développement qui menacent la vie privée et les libertés civiles tout en prétendant améliorer la sécurité des Canadiens.

### **Le futur de l'économie Internet - Réunion ministérielle de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE)**

#### **La voix du public**

La CIPPIC travaille avec d'autres défenseurs des droits de la personne au niveau mondial afin de s'assurer que l'intérêt public sera bien représenté lors de la réunion ministérielle de l'OCDE sur « [Le futur de l'économie Internet](#) » qui se tiendra en Corée en juin 2008.

## Atelier d'IP Justice sur le droit du cyberspace

Par le biais de cette initiative d'[IP Justice](#), la CIPPIC coopère mondialement avec d'autres centres de droit du cyberspace afin d'assurer que l'intérêt public sera bien représenté dans les politiques de ICANN (*l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers*.) Les efforts de la CIPPIC se concentrent surtout sur les politiques touchant les bases de données WHOIS qui régissent les noms de domaine.

## Avis et conseils aux clients

Au cours des derniers six mois, la CIPPIC a aidé bon nombre de clients avec des questions touchant la responsabilité des intermédiaires, le droit à la vie privée, les atteintes aux droits d'auteurs, les contrefaçons des marques de commerce ainsi que les fraudes par Internet. Parmi ses plus récents dossiers, la CIPPIC a préparé une licence de reproduction mécanique pour la vente de musique par le biais de téléchargement numérique, a rédigé une entente de gouvernance pour un projet de soins de santé à but non-lucratif, a épaulé un ancien de l'Université dans un dossier de litige sur les noms de domaine, a aidé l'auteur d'une parodie à se défendre face à une ordonnance de cessation et d'abstention, a donné des conseils à un festival de films à but non-lucratif sur des questions d'affranchissement des droits et a aidé un parodiste au règlement d'une affaire de contrefaçon de marque de commerce devant la Cour fédérale du Canada.



## Événements et Présentations

Durant les derniers six mois, le personnel de la CIPPIC a participé à plusieurs **ateliers et conférences**.

Philippa Lawson:

- ♦ Conférencière: International Privacy, EPIC Privacy Coalition Annual Meeting (Wash.D.C., Jan.24-25, 2008)
- ♦ Modératrice: "Privacy Implications of Public Policy" (Oct.25th); [intercepted I](#) (Oct.27th) "[The Revealed "I": Conference on privacy and identity](#)" (Ottawa, ON : October 25-27, 2007)
- ♦ "[New Technologies in the Workplace: Privacy Issues](#)" [Ontario Human Resources Professionals](#)

[Association Dinner Series](#) (Ottawa, ON : October 23, 2007)

- ♦ Présidente de la table ronde: "Data Mining" [Terra Incognita: 29<sup>th</sup> International Conference of Data Protection and Privacy Commissioners](#) (Montreal, Qc: Sept. 28, 2007)
- ♦ Modératrice de la table ronde: "A New Paradigm in Privacy Law for the 21st Century?" [Civil Society Privacy Rights Workshop](#) (Montreal, Qc: September 25, 2007)
- ♦ "[Stakeholder Roles in the APEC Pathfinder & Beyond](#)" APEC Data Privacy Seminar (Vancouver, BC: September 22-23, 2007)
- ♦ "[Holding Your Feet to the Fire: the Value of Privacy Advocates in the Marketplace](#)" Private Sector Privacy in a Changing World (Vancouver, BC: Sept. 21, 2007)

David Fewer:

- ♦ Panéliste: "Making P2P Pay" [Ontario Council of Folk Festivals 2007 Conference](#) (London, ON : October 11-14, 2007)
- ♦ "[Privacy and the Right to Know: Rights, Complications and Limitations](#)" [Right to Know Week](#), University of Regina (Regina, Saskatchewan: October 4, 2007)
- ♦ Panéliste: "Characterizing the Audience(s) for Academic Writing" [The Canadian Intellectual Property Academy: Outreach and Audience](#) (London, ON: September 19-21, 2007)

### Clinique d'intérêt public et de politique d'Internet du Canada

Faculté de droit, Université d'Ottawa  
506-57 Louis-Pasteur, Ottawa (Ontario) K1N 6N5  
Téléphone : 613-562-5800 poste : 2553  
Télécopieur : 613-562-5417  
Site Web : [www.cippic.ca](http://www.cippic.ca) • Courriel : [cippic@uottawa.ca](mailto:cippic@uottawa.ca)

**Philippa Lawson** poste 2556  
Directrice [plawson@uottawa.ca](mailto:plawson@uottawa.ca)

**David Fewer** poste: 2558  
Avocat-conseil [dfewer@uottawa.ca](mailto:dfewer@uottawa.ca)

**Myriam G.Kessiby** poste: 2553  
Assistante générale [cippic@uottawa.ca](mailto:cippic@uottawa.ca)

**Jocelyn Cleary** poste:2914  
Stagiaire 2007/2008 [jcleary@uottawa.ca](mailto:jcleary@uottawa.ca)

Sincères remerciements à  
**Evelyne Borkowski-Parent** et **Hélène Lafleur**  
pour la traduction de ce Bulletin de l'anglais au français